

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 42 (2005)
Heft: 1629

Rubrik: Télévision

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 24.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le SPD perd sa gauche

Un nouveau parti entend défendre les intérêts des syndicats allemands déçus par les réformes sociales du gouvernement de Gerhard Schröder.

Les membres de la «Wahlalternative Arbeit und Soziale Gerechtigkeit» (alternative électorale travail et justice sociale) viennent de décider de se constituer en parti politique. Ils présenteront des listes lors des élections régionales de Rhénanie du Nord-Westphalie au printemps prochain et des législatives nationales en 2006. La création de ce nouveau parti a été soutenue par une partie de l'intelligentsia de gauche et pilotée par certains syndicats. De nombreuses «têtes pensantes» de la gauche allemande, de même que plusieurs cadres syndicaux font partie des membres fondateurs. Tous affiliés au parti social-démocrate (SPD), ils l'ont quitté comme plus de 44 000 autres membres en 2004 ou ils en ont été exclus. La «Wahlalternative» veut recon-

quérir l'électorat ouvrier qui, déçu des «réformes sociales» des socio-démocrates et des Verts au pouvoir, s'est réfugié dans l'abstention ou le vote protestataire (parfois néocommuniste, mais surtout néonazi).

Une rupture inéluctable

Par la création de ce nouveau parti, les syndicats allemands ont définitivement rompu avec la social-démocratie, malgré les liens étroits qu'ils ont entretenus pendant des décennies avec le parti de Willy Brandt et de Gerhard Schröder. La rupture entre les syndicats et leur ancien bras politique était peut-être inéluctable, vu la dégradation de leurs relations et l'ampleur de leurs différences idéologiques. Mais elle ne va pas sans poser un certain nombre de questions. Il n'est ainsi pas sûr que la base des

syndicats puisse couper si facilement les ponts avec le SPD. Les centrales syndicales ne sont elles-mêmes pas unanimes. Si la majorité d'entre elles s'est violemment opposée à la politique libérale du chancelier Schröder, certaines, comme le syndicat des mines et de la chimie IGBCE, désapprouvent la rupture, estimant que le gouvernement actuel reste un moindre mal. Nul n'ignore que l'opposition chrétienne-démocrate (CDU/CSU) et libérale (FDP) peaufine des projets encore plus «libéraux» que ceux du SPD et des Verts. Quant au succès électoral de la «Wahlalternative», il est encore hypothétique. Les sondages le créditent d'un score inférieur à 10% des voix. A gauche on lui reproche de provoquer *de facto* le retour au pouvoir de l'opposition en privant les sociaux-démocrates de précieux suffrages.

Il faut toutefois souhaiter aux membres des syndicats allemands que cette scission soit un succès. Un échec les priverait de tout relais politique, laissant libre cours aux réformes libérales, qu'elles soient le fruit d'un gouvernement SPD-Verts ou CDU/CSU-FDP. Cette scission doit aussi servir d'exemple aux syndicats et aux partis socialistes des autres pays européens. Les syndicats, s'ils veulent conserver leur crédibilité, doivent avoir le courage de se démarquer des socialistes si la politique de ces derniers nuit aux intérêts de leurs membres. Quant aux socialistes, ils doivent comprendre qu'il est impossible de conjuguer leur héritage de partis ouvriers avec le libéralisme ou la «troisième voie» où souhaitée par certains de leurs dirigeants. jcs

www.w-asg.de

Télévision

La famille Blocher mieux que la Star Ac'

Rarement un documentaire politique aura déclenché de telles passions. *Die Blocher*, diffusé sur SF 1, a obtenu une audience exceptionnelle: 48,5% de parts de marché. Et son succès ne s'arrête pas à l'audimat: le DVD s'arrache et le *Blick* (qui avait annoncé le reportage en manchette) a organisé un sondage à la suite de l'émission. Les lecteurs de ce quotidien, s'ils pensent que la fonction de chef de famille est avant tout partagée entre Silvia et Christoph Blocher, sont tout de même plus nombreux à penser que c'est Silvia «qui porte la culotte». Il est vrai que durant l'émission, Mme Blocher paraît plus à l'aise face à la caméra que

son époux, pourtant rompu à ce genre d'exercice, qui paraît ne pas s'être vraiment habitué à ses habits ministériels.

Outre l'influence relative de Silvia Blocher sur l'action politique de son mari, ce reportage ne présente qu'un intérêt modéré et ne méritait certainement pas un tel engouement. Le commentaire laisse certes entendre au début du documentaire que celui-ci dévoilera les «vrais objectifs» des Blocher (et répète cette intention à maintes reprises), mais n'apporte aucune réponse à cette question, tout occupé qu'il est à la visite des nombreuses propriétés du ministre et à le suivre dans ses

premières apparitions publiques en tant que Conseiller fédéral, sans en commenter le contenu. Les rares questions politiques, esquivées par un Christoph Blocher toujours habile, sont remballées à peine posées.

A la visite de ses villas et châteaux, les téléspectateurs, sauf les passionnés de l'art médiéval grison et des paysages de la Goldküste, préféreraient une analyse critique des objectifs du tribun zurichois et la mise en lumière de ses contradictions. jcs

Les Blocher, Temps présent, TSR 1, le 20 janvier 2005, 20h05.